

<https://www.sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article906>



Quel avenir pour l'éducation prioritaire ?

- DOSSIERS
- Idées / analyses

Date de mise en ligne : dimanche 6 octobre 2013

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Sur l'éducation prioritaire, le débat est mal engagé : modalités d'organisation de la demi-journée de concertation sur l'éducation prioritaire inadmissibles au regard des élèves, des familles, cadre contraignant et orienté de cette demi-journée, sentiment que les dés sont pipés, le ministère affirmant qu'il n'y a pas de problème de moyens et qu'il faut réformer à moyens constants .

Dans le rapport, « Evaluation de la politique d'éducation prioritaire », il est écrit : « Ne peut-on raisonnablement penser [...] que la qualité de la pratique d'enseignement plus que l'effectif permet la réussite des élèves en milieu défavorisé ? » (p. 22). Cette concertation fixe le cadre dans lequel nous sommes autorisés à penser.

Moins de moyens, mais plus de paperasse...

Nous connaissons tous, pour la vivre, cette évolution qui mine nos conditions de travail. Au fur et à mesure que sont supprimés nos moyens, nous subissons l'inflation bureaucratique des dossiers à remplir (PPRE, APC...), coquilles vides qui se substituent aux moyens supprimés et faire-valoir pour la hiérarchie. Dans l'immense majorité des cas ils nous volent un temps précieux. Cette année a connu une nouvelle inflation de nos obligations bureaucratiques.

Les formules creuses qui se substituent désormais aux moyens supprimés.

... et plus de concurrence

La rareté des moyens trouve désormais une justification dans le « projet », formule magique qui permet de contraindre les enseignants à perdre le temps qu'ils pourraient consacrer à leurs élèves pour élaborer des documents de plus en plus chronophages. « Des moyens selon les besoins » laisse place à « des moyens selon les projets ». Les enseignant-es sup qui existent depuis 15 ans doivent se justifier cette année par un projet (sans aucune création de poste). Ce qui devait tenter de réparer les dégâts sociaux du libéralisme se trouve à son tour organisé dans

une logique libérale. Cette évolution promet à très court terme une nouvelle détérioration de nos conditions de travail.

Le problème ne résidant pas dans les moyens supprimés, qui est responsable de l'échec scolaire ? Ce serait la faute aux élèves. Les enfants des classes populaires seraient « indisponibles pour les apprentissages ». C'est la réhabilitation d'un racisme de classe. On repêche les rares (ils ne sont pas très doués en général) qui surnagent en internat de réussite éducative, le tour est joué à moindre coût.

C'est la faute aux enseignants ? Et là, nul tabou. « Les données de la recherche montrent aussi clairement qu'il ne serait pas pertinent de travailler sur le nombre d'élèves par classe en le faisant varier encore d'un ou deux élèves. [...] Les mêmes données ont montré également l'importance de ce qui se passe dans la classe même, l'importance des pratiques pédagogiques ».

Pouvoir politique et économique, médias asservis, tous s'accordent sur une litanie de lieux communs concernant l'école et les personnels.

Nos conditions de travail sont indissociables des conditions d'enseignement ! Nous sommes parmi les plus mal payés des pays de l'OCDE, parmi ceux qui travaillent le plus ! Nous battons des records de taux de suicide et de dépression ! Nous nous mobilisons pour les conditions d'apprentissage de nos élèves et pour nos conditions de travail.

Cela n'est jamais dit...

Pourquoi l'OCDE note-t-elle que la France est en retard

sur l'éducation prioritaire ? La piste gouvernementale pour les ZEP est à moyens constants : plutôt que de doubler les moyens partout comme le préconise l'OCDE, on divise par deux le nombre de ZEP ! « L'idée étant qu'il valait mieux travailler sur moins mais mieux ».

Les masques tombent !